



TERMES DE REFERENCES

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT (E)

	Nom, Prénoms et Fonction	Date et Signature
<i>Préparés par :</i>	Julienne AHUA Responsable Communication	
<i>Vérifiés par :</i>	Alexis Gohidé GUEU Directeur des Programmes	
<i>Approuvés par :</i>	Dr Madiarra COULIBALY-OFFIA Directrice Exécutive	

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

La Côte d'Ivoire est l'un des pays de l'Afrique de l'Ouest le plus touché par l'épidémie à VIH. Depuis 2008, le gouvernement adresse de façon spécifique la problématique des Populations Hautement Vulnérable (PHV), avec un accent particulier sur les populations clés. Notre pays s'est engagé dans les objectifs fixés par les partenaires en vue de rompre la chaîne de contamination au VIH d'ici à 2030 (*La Stratégie de l'ONUSIDA 2016–2021 « Accélérer la riposte pour mettre fin au sida ».*).

Selon les données de l'OMS, la lutte antituberculeuse menée dans le monde a permis de sauver 58 millions de personnes depuis l'an 2000. Pour intensifier l'action des pays et atteindre les cibles fixées, les chefs d'État ont entrepris des actions fortes marquées par deux rencontres de hauts niveaux en septembre 2018 et en 2019 pour réaffirmer leurs engagements à mettre fin à l'épidémie mondiale de tuberculose d'ici à 2035.

Selon le rapport index stigma 2.0 conduit en 2021, notre pays enregistre un taux de stigmatisation de 14,1%. Ce qui dénote d'une amélioration par rapport au taux de 2016 qui était à 40,4%. Cependant, on enregistre un recul notamment sur l'auto-stigmatisation (7% en 2016 à 7,8%) en 2021 et la stigmatisation en milieu de soins (3,4% à 5,5%). Selon les données UNAIDS AIDS Info Key Population Atlas, 2019, 38,5 des transgenres évitent les services de santé par crainte de stigmatisation et discrimination

L'étude index stigma 2.0 recommande d'intégrer la santé mentale dans l'offre de soin, intégrer les PVVIH et les Populations clé dans les mécanismes de protection sociale afin de réduire leur vulnérabilité sociale et économique, Accroître les financements domestiques et mettre en place l'approche contractuelle pour assurer la pérennisation des interventions des organisations de la société civile.

Le respect des droits humains constitue aujourd'hui le dénominateur commun pour l'atteinte des objectifs que notre pays s'est fixé et la réussite des programmes de santé VIH et TB. C'est dans ce cadre que l'ONG Alliance Côte d'Ivoire bénéficie, depuis 2019, d'un financement sur le fonds mondial en vue de booster les interventions en direction des populations vulnérables et des populations clés pour rompre la chaîne de contamination au VIH et réduire l'incidence de la Tuberculose d'ici à 2030 à travers le programme Droits Humains.

Le programme droits Humains tire sa source des constats et des recommandations d'études qui ont mis en exergue la grande vulnérabilité des populations clés et vulnérables du fait du VIH et de la Tuberculose. En effet, les études indiquent bien qu'il y a une relation de cause à effet entre les violations des droits de l'homme et l'épidémie au VIH chez les populations enregistrant les taux de prévalence les plus élevées de l'infection au VIH. À côté des facteurs liés aux comportements à risque (multi partenariat sexuel, non-usage systématique du préservatif, échange de seringue et objets coupants...), l'accès aux services de dépistage et prise en charge est freiné par les discriminations et la stigmatisation dont les groupes dit hautement vulnérables font

l'objet. En effet, 5,6% des personnes évitent les services de santé par crainte de stigmatisation et de discrimination sur la base du statut sérologique (rapport index stigma 2.0 de 2021). Cette stigmatisation/discrimination est entretenue dans nos communautés par la perception négative du VIH, de la tuberculose et la méconnaissance des avancées réalisées dans la lutte contre ces pandémies qui améliorent significativement les conditions de vie, voire le bien-être du patient.

Aux vues de tout ce précède, l'ONG Alliance Côte d'Ivoire propose de mener une vaste campagne de communication dans le but d'emmener les populations à changer de comportement et de perceptions à l'endroit des populations clé et des populations vulnérables. Ces effets auront pour résultats de contribuer à lever les barrières qui entravent l'accès aux services de soins et aux services sociaux-juridiques des bénéficiaires des interventions de Alliance en matière de VIH, de tuberculose et Droits Humains.

Pour ce faire, une étude préalable sera conduite dans les districts cibles ou doit se mener la campagne de communication, qui démarrera du 15 septembre au 15 décembre 2023.

Les régions concernées sont : l'IFFOU, INDENIE, BOUNKANI, BERE, PORO, BAFING, FOLON, BAGOUE, TCHOLOGO ET HAMBOL.

A cet effet, l'ONG Alliance Côte d'Ivoire recrute un consultant **spécialiste en communication stratégique pour le changement de comportement, pour mener cette étude.**

II. OBJECTIFS

La mission a pour objectif de connaître les aptitudes, les pratiques, les connaissances et la perception des parties prenantes (acteurs, partenaires, les prestataires de santé et bénéficiaires) sur les interventions communautaires de l'ONG Alliance Côte d'Ivoire.

III. RESPONSABILITÉS DU CONSULTANT

L'étude sera menée selon une approche mixte, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives. De façon spécifique les responsabilités du consultant consisteront à faire :

1. Une revue documentaire : Analyse des rapports programmatiques, plans de communication et rapports, des documents de projet, des outils de suivi et d'évaluation, etc.
2. Des entretiens : Entretiens individuels et/ou de groupe avec les parties prenantes impliquées dans les interventions VIH et Tuberculose en lien avec les droits humains.
3. Des questionnaires : Collecte de données quantitatives auprès des ONG partenaires de mise en œuvre et de l'ONG Alliance Cote d'Ivoire.
4. Des études de cas : Analyse en profondeur de cas spécifiques pour comprendre l'impact des interventions communautaires en matière de VIH et tuberculose, en lien avec les droits humains.

IV. PROFIL DU CONSULTANT

Le(a) consultant(e) doit avoir les qualifications suivantes :

- Un diplôme de niveau BAC +4/5 en communication, en science sociale, ou autres disciplines connexes jugés équivalents ;
- Plus de 5 ans d'expérience professionnelle, dans le domaine de la recherche ou des études d'impact, ou des domaines similaires à la présente activité, et avoir une expérience en matière de communication interpersonnelle et de mobilisation sociale ;
- Une bonne connaissance du domaine de la Santé Publique, spécifiquement dans le VIH et la tuberculose,
- Une connaissance de la problématique des droits humains en lien avec ces différentes pathologies ;
- Une bonne connaissance des approches communautaires en milieu rural et périurbain ;
- Une bonne aptitude à communiquer, apte à travailler sous pression et dans les délais requis ;
- Une facilité de conduire et d'organiser des focus group ou des diagnostics communautaires ;
- Un intérêt marqué pour les sujets en lien avec le VIH, la tuberculose et les droits humains, avec une bonne capacité d'appréhension des enjeux de communication ;
- Une excellente capacité d'animation, de communication et de rédaction en Français ;
- Une bonne maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

V. DURÉE ET CALENDRIER

Le consultant recruté pour cette étude sera basé(e) à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays (dans les zones cibles de la campagne Droits Humains 2023). Cette mission s'étendra sur 30 jours à compter de la signature du contrat, selon le calendrier ci-dessous :

- 05 jours pour la revue documentaire et l'élaboration des guides d'entretien
- 10 jours pour la mission terrain
- 10 jours pour le traitement des données
- 05 jours pour l'élaboration des rapports

VI. LIVRABLES ATTENDUS

- Une note méthodologique
- Les outils de collecte (guide d'entretien et questionnaires)
- Un rapport de l'étude
- Un rapport de fin de mission

VII. CONSTITUTION DU DOSSIER DE SOUMISSION

- Une offre technique (avec chronogramme de travail)

- Une offre financière détaillé de la mission d'étude
- Une Photocopie de la CNI
- Copies des diplômes et tout autre document attestant de l'expérience professionnelle dans le domaine recherché
- Un CV comportant le nom, prénoms, contact et adresse mail de 02 personnes de référence

VIII. PROCESSUS DE SÉLECTION

- A la clôture de la réception des dossiers de candidature, un comité de sélection sera mis en place pour le dépouillement des dossiers et la constitution d'une short liste. Ensuite les deux ou trois meilleurs candidats sélectionnés seront interviewés.
- Ce processus se conduit selon la grille ci-dessous mentionnée/

Rubriques	Critères	BAREME	Candidature 1	Candidature 2	Candidature 3
<u>Qualifications</u>	Etre titulaire d'un diplôme universitaire (Bac + 5 au minimum) en communication, en sciences sociales, en information, en journalisme ou diplômes équivalents dans les disciplines connexes	10			
<u>Expériences</u>	Justifier d'un minimum de cinq (5) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la communication pour le changement de comportement	20			
	Avoir déjà mené une étude d'impact ou conduit des recherches dans le domaine concerné	20			
	Expérience de travail sur les thématiques de santé et développement (VIH/sida, Tuberculose, santé de la reproduction, violences basées sur le genre etc).	15			
	Expérience dans le travail avec les organisations communautaires (plate-forme, réseaux/faitières, ONG, OBC, ABC) ;	5			
	Avoir une bonne connaissance des approches communautaires en milieu péri-urbain et rural (focus group, dialogue communautaires, etc.)	10			
	Pertinence de l'offre technique	20	-	-	-
<u>TOTAL</u>		100			

Étapes du processus de sélection (analyse de dossier), de la réception des candidatures à la sélection finale. Indiquer également les critères d'évaluation des candidatures. Pour tout recrutement de nouveau consultant (n'ayant jamais eu de contrat avec Alliance) une interview est recommandée.

IX. DATE LIMITE DE SOUMISSION

Les candidats(es) devront soumettre leurs candidatures au plus tard le vendredi 29 septembre 2023 à 14h00 comportant :

X. PERSONNE DE CONTACT

Veillez adresser vos candidatures sous plis fermés, à l'Attention de Madame la Directrice Exécutive de l'ONG Alliance Côte d'Ivoire, en un (1) exemplaire portant la souscription en objet : « **Recrutement Poste de ...** (*mettre l'intitulé du poste*) ».

Les candidatures sont réceptionnées au siège de l'ONG Alliance Côte d'Ivoire *sis aux II Plateaux, 7è tranche après le bureau de la SODECI en allant au quartier Zinzou. Tél. : 27 22 52 85 70 / e-mail : info@allianceciv.org*

Site web : <https://allianceciv.org/alliance/recrutement.php>